

Aurélie HOUSSEY
Le Président

F3FB249963D0469...

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	1 882 672 300	-227 389	1 882 444 911	2 104 685 537
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 882 672 300	-227 389	1 882 444 911	2 104 685 537
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				183 762 834
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 376 015	3 319
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 885 820 926	2 288 451 690
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 729 683 298	2 213 861 138
Variation de stock (marchandises)			29 615 211	-41 705 661
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			69 810 635	63 844 920
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			43 041 799	40 042 808
Impôts, taxes et versements assimilés			85 664	304 829
Salaires et traitements			1 260 365	1 212 095
Charges sociales			757 338	733 457
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			31 509	61 926
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 428 516	3 341 111
Dotations aux provisions			241 926	1 994 995
Autres charges			86 464	18 934
CHARGES D'EXPLOITATION			1 877 042 724	2 283 710 553
RESULTAT D'EXPLOITATION			8 778 201	4 741 137
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 328 184	208 163
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			131 630	443 278
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 459 814	651 442
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			11 595 851	3 358 590
Différences négatives de change			1 553	1 326
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			11 597 404	3 359 916
RESULTAT FINANCIER			-10 137 590	-2 708 474
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-1 359 388	2 032 663

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	140 658	5 812 879
PRODUITS EXCEPTIONNELS	140 658	5 812 879
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		7 188 641
CHARGES EXCEPTIONNELLES		7 188 641
RESULTAT EXCEPTIONNEL	140 658	-1 375 762
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	162 841	
TOTAL DES PRODUITS	1 887 421 398	2 294 916 010
TOTAL DES CHARGES	1 888 802 969	2 294 259 109
BENEFICE OU PERTE	-1 381 571	656 901

Aurélien HOUSSEAU
Le Président

F3FB249963D0469...

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	596 083	596 078	5	5
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	849 055	840 365	8 690	37 480
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 818 293		1 818 293	1 820 150
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	30 150		30 150	30 150
ACTIF IMMOBILISE	3 293 581	1 436 444	1 857 137	1 887 785
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	13 515 861		13 515 861	19 694 132
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	70 439 857	2 428 516	68 011 341	90 581 685
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	65 290 667	37 474	65 253 193	52 607 693
Autres créances	51 181 179		51 181 179	89 243 786
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	69 340 247		69 340 247	2 484 965
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	479 484		479 484	169 941
ACTIF CIRCULANT	270 247 295	2 465 989	267 781 306	254 782 203
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	273 540 876	3 902 433	269 638 443	256 669 988

Aurélie HOUSSAY

certifié conforme
Le Président

E3FB249963D0469

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel (dont versé : 274 378)	274 378	274 378
Primes d'émission, de fusion, d'apport	246 135	246 135
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	27 438	27 438
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	14 205 443	13 548 542
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 381 571	656 901
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	7 047 983	7 047 983
CAPITAUX PROPRES	20 419 805	21 801 377
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	2 236 921	2 135 653
Provisions pour charges		
PROVISIONS	2 236 921	2 135 653
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 273 946	11 268 443
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	200 000	200 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 982 834	121 229 727
Dettes fiscales et sociales	99 387 095	98 739 761
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	152 675	152 675
Autres dettes	985 166	1 142 352
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	246 981 717	232 732 958
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	269 638 443	256 669 988

DISTRIDYN

Société anonyme au capital de 274.378 €
Siège social : 18 avenue Winston Churchill, 94220 CHARENTON-LE-PONT
325 366 334 RCS CRETEIL

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
ORDINAIRE DU 20 JUN 2024**

.../...

DEUXIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023)

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 1 381 571, 28 euros en totalité au compte "Report à nouveau" et prend acte que le compte « Report à nouveau » s'élèvera, après affectation, à 12 823 871,77 €.

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

.../...

QUATRIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal, et notamment au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre) ou à Mme Claire JOANNES ou à Mme Nabila LIEVRE, domiciliées professionnellement 1, cours Antoine Guichard, 42000 Saint-Etienne, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publication et de dépôt au greffe qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés présents ou représentés.

.../...

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
LE PRESIDENT

DocuSigned by:

Aurélie HAUSSAY

F3FB249963D0469...

DISTRIDYN

Société anonyme

18 avenue Winston Churchill,

94220 CHARENTON LE PONT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

DISTRIDYN

Société anonyme

18 avenue Winston Churchill,

94220 CHARENTON LE PONT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de la société DISTRIDYN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DISTRIDYN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les notes "Règles et méthodes comptables - Généralités" et "Evènements postérieurs à la clôture" de l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

L'annexe en page 11 expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et nous nous sommes assurés de leur correcte comptabilisation.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 5 Juin 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A. Wattel

Amélie WATTEL

Deloitte & Associés



Stéphane RIMBEUF

Distridyn

DISTRIDYN S.A.

18 Avenue Winston Churchill

94220 CHARENTON-LE-PONT

Comptes au 31/12/2023



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

FAITS CARACTERISTIQUES 2023	8
INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT	16
Immobilisations	17
Amortissements	18
Provisions et dépréciations	19
Créances et dettes	20
Charges et produits constatés d'avance	21
Charges constatées d'avance	22
Produits à recevoir	23
Charges à payer	24
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	25
Différences d'évaluation sur éléments fongibles et l'actif circulant	26
Composition du capital social	27
Variation des capitaux propres	28
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	29
Résultat des 5 derniers exercices	30
Ventilation du chiffre d'affaires	31
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	32
Situation fiscale différée et latente	33
ENGAGEMENTS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS	34
Engagements de crédit-bail	35
Engagements financiers donnés et reçus	36
Engagements hors bilan	37
Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées	38
Rémunération des dirigeants	39
Effectif moyen	40
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	41
Filiales et participations	42
Dettes garanties par des sûretés réelles	43

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	596 083	596 078	5	5
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	849 055	840 365	8 690	37 480
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 818 293		1 818 293	1 820 150
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	30 150		30 150	30 150
ACTIF IMMOBILISE	3 293 581	1 436 444	1 857 137	1 887 785
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	13 515 861		13 515 861	19 694 132
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	70 439 857	2 428 516	68 011 341	90 581 685
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	65 290 667	37 474	65 253 193	52 607 693
Autres créances	51 181 179		51 181 179	89 243 786
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	69 340 247		69 340 247	2 484 965
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	479 484		479 484	169 941
ACTIF CIRCULANT	270 247 295	2 465 989	267 781 306	254 782 203
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	273 540 876	3 902 433	269 638 443	256 669 988

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou Individuel (dont versé : 274 378)	274 378	274 378
Primes d'émission, de fusion, d'apport	246 135	246 135
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	27 438	27 438
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	14 205 443	13 548 542
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-1 381 571	656 901
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	7 047 983	7 047 983
CAPITAUX PROPRES	20 419 805	21 801 377
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	2 236 921	2 135 653
Provisions pour charges		
PROVISIONS	2 236 921	2 135 653
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 273 946	11 268 443
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	200 000	200 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	119 982 834	121 229 727
Dettes fiscales et sociales	99 387 095	98 739 761
DETTES DIVERSES		
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	152 675	152 675
Autres dettes	985 166	1 142 352
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	246 981 717	232 732 958
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	269 638 443	256 669 988

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	1 882 672 300	-227 389	1 882 444 911	2 104 685 537
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	1 882 672 300	-227 389	1 882 444 911	2 104 685 537
Production stockée				
Production immobilisée				183 762 834
Subventions d'exploitation				3 319
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			3 376 015	
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			1 885 820 926	2 288 451 690
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 729 683 298	2 213 861 138
Variation de stock (marchandises)			29 615 211	-41 705 661
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			69 810 635	63 844 920
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			43 041 799	40 042 808
Impôts, taxes et versements assimilés			85 664	304 829
Salaires et traitements			1 260 365	1 212 095
Charges sociales			757 338	733 457
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			31 509	61 926
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 428 516	3 341 111
Dotations aux provisions			241 926	1 994 995
Autres charges			86 464	18 934
CHARGES D'EXPLOITATION			1 877 042 724	2 283 710 553
RESULTAT D'EXPLOITATION			8 778 201	4 741 137
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			1 328 184	208 163
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			131 630	443 278
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			1 459 814	651 442
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilés			11 595 851	3 358 590
Différences négatives de change			1 553	1 326
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			11 597 404	3 359 916
RESULTAT FINANCIER			-10 137 590	-2 708 474
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-1 359 388	2 032 663

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	140 658	5 812 879
PRODUITS EXCEPTIONNELS	140 658	5 812 879
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		7 188 641
CHARGES EXCEPTIONNELLES		7 188 641
RESULTAT EXCEPTIONNEL	140 658	-1 375 762
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	162 841	
TOTAL DES PRODUITS	1 887 421 398	2 294 916 010
TOTAL DES CHARGES	1 888 802 969	2 294 259 109
BENEFICE OU PERTE	-1 381 571	656 901

Annexes

ACTIVITE

Les volumes commercialisés sont de 1 310 175 M3, soit une baisse de 10,49 %, pour un chiffre d'affaires avant ristournes de 1 891 873 081€, en baisse de 10,57 % par rapport à l'exercice précédent, dont 10,49 % due à l'effet volumes et 0,08 % due à l'évolution des prix unitaires de ventes, dont -18,75 % d'évolution du prix unitaire d'achat.

Malgré le conflit qui perdure en Ukraine et les sanctions prises à l'encontre de la Russie, l'offre au niveau du gazole a pu être remplacée et est suffisante.

Les attaques terroristes d'octobre 2023 contre Israël et l'occupation militaire de la bande de Gaza par l'armée israélienne ont ravivé les risques de guerre régionale d'ampleur et les risques de blocages des flux pétroliers en provenance du Proche-Orient et Moyen-Orient.

Le baril de Brent cotait 77.80 \$ (source Insee) en moyenne pour les cotations de décembre 2023 contre 81 \$ en décembre 2022, soit une baisse de 3.95 %, avec un plus haut en septembre 2023 à 93.50 \$ soit + 13.37 % par rapport au 31/12/2022, et un plus bas en juin 2023 à 74.80 \$ soit une variation entre ces deux extrêmes de 25 %.

La parité €/ \$ était sur le mois de décembre 2023 de 1.1050 contre 1.0666 en moyenne sur le mois de décembre 2022 soit une variation de +3.60 % avec un plus haut à 1,1.1050 pour le mois de décembre 2023 et un plus bas à 1.0594 pour le mois de septembre 2023.

Le prix d'achat moyen sous douane en euro/M3 était de 681.92 € pour l'année 2023, contre 846.50 € pour l'exercice 2022, soit une variation de -19.44 %.

Le prix moyen unitaire des taxes grevant les produits pétroliers a légèrement évolué à 623.79 € le M3 en moyenne tous produits, contre 625.44 € l'année précédente soit -0.26 % du fait de la composition des ventes, progression sensible du E85 (+5.62%) produit moins taxé.

TAXES ET OBLIGATIONS

TIRUERT (ex TIRIB, ex TGAP)

A noter le changement de dénomination de la taxe qui devient la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports à compter du 1er janvier 2022 (article 58 de la loi N° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2022).

L'objectif principal n'est pas le paiement de la taxe mais vise à améliorer l'incorporation d'énergie renouvelable dans les transports.

Le taux de la taxe est passé de 9.20 % à 9.50 % pour la filière essences et pour la filière gazoles de 8.40 % à 8.60 %.

Si la Part d'EnR (énergie renouvelable) est inférieure au taux de la taxe, alors l'opérateur devra acquitter la TIRUERT. Le taux réel de la taxe est égal à la différence entre le taux de la TIRUERT et la Part d'EnR.

Le montant de la TIRUERT à acquitter par un redevable pour une filière est obtenu en multipliant l'assiette telle que déterminée ci-dessus par le tarif unique qui est fixé au IV de l'article 266 *quindecies* du code des douanes. Pour l'année 2023 ce tarif est de 140 €/HL contre 104 €/HL en 2022

Les objectifs d'incorporation ont été atteints en 2023 il n'y a donc pas de taxe à payer, alors que les montants de la TIRUERT due au titre de l'exercice 2022 étaient de 2 125 K€ pour la filière essences et de 10 324 K€ pour la filière gazoles.

Les certificats non utilisés ont été constatés en stock de fournitures pour un montant de 2 081 K€ pour la filière gazoles et pour un montant de 2 479 K€ pour la filière essences.

Certificats d'économie d'énergie

Le dispositif d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les obligés. Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients et des autres consommateurs d'énergie.

Au 1er janvier 2011, le dispositif de certificats d'économie d'énergie (CEE) a été étendu au secteur de la distribution de carburants.

Ce dispositif impose de financer des certificats d'économie d'énergie afin d'éviter une pénalité (non déductible fiscalement) de 0,015 € par KWhc (pour Kilowattheures « cumulés actualisés » ou « cumac ») non collecté via des CEE pour la filière classique et de 0.020 € par KWhc pour la filière précarité.

Le niveau d'obligation pour la cinquième période (2022 à 2025) initialement prévu à 2500 térawattheures cumulés actualisés (cumac) TWhc, dont au moins 730 TWhc pour des opérations d'économie d'énergie au bénéfice des ménages aux revenus les plus modestes a été rehaussé en octobre 2022 à 3 100 KWhc dont 1 130 KWhc au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Cette obligation est en hausse de 45 % par rapport à la période précédente.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, l'obligation concernant les carburants est passée de 4 380 KWH cumac à 5 040 KWH cumac, par mètre cube de carburant vendu soit une augmentation de 15.07% et celle du FOD est passée de 4 516 KWH cumac à 5 197 KWhc, soit une augmentation de 15.07 %.
Le coefficient pour la précarité est de 0.62 contre 0,412 en 2022.

Net des délégations les achats cumulés de CEE « classique », ajoutés au stock de début de période, de 2023 représentent, 8 106 074 615 KWhc pour une obligation de 10 563 264 527 KWhc, soit un retard de 2 457 189 912 KWhc représentant une couverture de 76.74 % et est constaté en factures à recevoir pour un montant HTVA de 17 045 K€.

Net de délégations, les achats cumulés de CEE « précarité » de 2023 ajoutés au stock de début de période, représentent 5 137 970 976 KWhc pour une obligation de 6 504 737 807 KWhc, soit un retard de 1 366 766 831 KWhc représentant une couverture de 78.99 %, constaté en factures à recevoir pour un montant HTVA de 10 823 K€.

Les livraisons, dans le cadre d'un séquestre, d'une partie des délégations ont été comptabilisées en stock pour un montant de 8 955 K€.

La non-exécution d'un contrat de délégation au titre de la 4^{ème} période nous a conduit à tenter une procédure à l'encontre de la société défaillante et à passer une provision pour risque pour un montant de 2 237 K€.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Généralités

Les comptes annuels sont établis suivant les prescriptions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ainsi que l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société Distridyn a pour activité le négoce et la distribution de produits pétroliers, principalement pour les stations-services de sociétés affiliées à ses deux actionnaires, Casino-Guichard Perrachon (hypermarchés et supermarchés du Groupe Casino) et Cora (hypermarchés Cora et Supermarchés Match).

La fourniture de carburants aux meilleures conditions de marché est assortie de conditions commerciales et notamment de délais de règlement en fonction de ses capacités de financement et des prix des marchés internationaux. Les délais sont révisables en fonction des éléments suscités. Les délais appliqués pour l'exercice 2023 vont de 1 jour et jusqu'à 60 jours.

Ce besoin de financement est couvert principalement par un contrat d'affacturage syndiqué auprès de BPCE Factor (chef de file), Crédit agricole Leasing & factoring et La Banque Postale Leasing et factoring et de lignes de facilités bancaires.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. Néanmoins, il existe une incertitude significative sur la continuité d'exploitation à la date d'arrêt des comptes, compte tenu des événements décrits dans la note "Événements postérieurs à la clôture" dédiée de l'annexe.

Ainsi, en conséquence de ces incertitudes, l'entité pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

Les règles et méthodes comptables appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à celles connues jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre.

Aucun changement de méthode n'a été opéré sur l'exercice.

Suite au règlement N° 2012-04 de l'ANC adopté le 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des certificats d'économies d'énergie, ces certificats, dorénavant, répondent à la définition comptable des actifs conformément au règlement ANC 2014-03.

Les stocks de CEE dans le cadre de séquestre afin de sécuriser les délégations sont de 8 955 K€.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles correspondent à des logiciels ou à des développements spécifiques. Elles sont amortissables selon leur durée d'utilisation soit, entre 3 et 5 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les durées d'amortissement des actifs n'ont pas été modifiées et correspondent à la durée d'utilisation. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants : 5 % à 10 %

- Matériel de transport : 20 % à 33,33 %
- Matériel de bureau et informatique : 20 % à 33,33 %
- Mobilier : 10 %

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Les titres détenus dans la Société S.E.S sont inscrits pour une valeur de 1 813 K€. La quote-part du capital détenu s'élève à 7.07 %. Les dividendes perçus sur la période sont de 208 K€

Ces titres ont fait l'objet d'un engagement de conservation pendant deux ans afin de bénéficier du régime des Sociétés "Mère, Fille".

Les titres détenus dans la SAGESS sont inscrits pour une valeur de 5 K€ et représentent 2.17 % du capital. Le nombre de titres est ajusté tous les ans en fonction de la quote-part de mise à la consommation.

Les dividendes perçus sont de 1 120 K€.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale. Les mouvements sont enregistrés selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les plus-values latentes ne sont pas constatées en comptabilité.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti » par épuisement des lots.

La valeur brute du stock initial et du stock final de marchandises comprend le prix d'achat des carburants acquis, augmenté des frais de transport par pipeline, et d'une quote-part de biocarburants.

Concernant les stocks des stations-service, le prix de valorisation correspond au prix à la sortie du dépôt, auquel sont ajoutés les frais logistiques ainsi que la valeur de la TICPE (taxe intérieure de consommation de produits énergétiques) qui a été acquittée lors de la mise à la consommation.

La valeur de l'ensemble de ces stocks a été comparée à la valeur du marché pendant la durée d'écoulement de ces stocks, et a donné lieu à une provision pour dépréciation de 2 429 K€.

CREANCES

Les créances clients sont comptabilisées pour le montant initial de la facture. Les ristournes éventuelles, figurent en autres dettes.

Une reprise de provision pour créances clients a été constatée au cours de l'exercice pour un montant de 81 K€.

Le solde au 31/12/2023, de ces provisions, est de 37 K€.

Une créance irrécouvrable a été passée en charge pour un montant de 66 K€.

Une partie des créances clients a été mobilisée pour un montant de 284 938 K€.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Le montant de la provision pour hausse de prix inscrite au bilan est d'un montant de 7 048 K€.

Aucune dotation ou reprise n'ont été constatées sur l'exercice.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Compte tenu du litige pour non-exécution d'un contrat de délégation dans le cadre de l'obligation de certificats d'économie d'énergie, une provision a été constituée pour un montant de 2 237 K€.

ACHATS DE MARCHANDISES

La ligne Achats de marchandises au 31/12/2023 (1 799 494 K€) comprend :

Les achats de carburants, les achats de bio-carburants Ethanol, ETBE (Ethyl Tertio Butyl Ether), EMAG (Esther méthylique d'acides gras) ainsi que les certificats d'acquisition et ou de teneur en biocarburants pour un montant global de 931 158 K€.

Les certificats d'économie d'énergie pour un montant de 69 811 K€ contre 63 845 K€ en 2022.

Comme les exercices précédents, la TICPE, (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), pour un montant de 798 519 K€, les redevances douanières pour un montant de 6 K€.

Les coûts de transports sur ventes figurent désormais, comme l'exercice précédent sur la ligne autres achats et charges externes, ils représentent un montant de 14 123 K€.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

		Deloitte	PWC
Comptes semestriels et annuels		40 K€	39 K€
Total		40 K€	39 K€

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les indemnités de fin de carrière (289 K€) ont été calculées selon les critères suivants :

- méthode actuarielle : prospective
- taux de turn over : 7% de 20 à 29 ans, 4% de 30 à 39 ans, 1% de 40 à 49 ans puis 2 %
- évolution des salaires : 2.9 %
- taux d'actualisation IBOXX Corporate AA 10 ans et + : 3.80 % constant

ENGAGEMENTS AU PROFIT DES DOUANES

Les cautions au bénéfice des Douanes, apportées à parité par chacun de nos actionnaires au titre de l'activité 2023 sont d'un montant global de 120 millions d'euros. Les montants des cautions émises au titre de 2024 ont été revus à la baisse afin de tenir compte de la baisse d'activité.

IDENTITE DES SOCIETES CONSOLIDANTES :

Notre société est détenue à 49.99% par CORA (Siret 786 920 306 00986) et est intégrée dans leurs comptes par mise en équivalence et à 49.99% par CASINO Guichard Perrachon (Siret 554 501 171 32465) et intégrée dans leurs comptes par mise en équivalence.

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

La loi N° 2004-39 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L6323-I et suivants du code du Travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures par an, cumulable sur une période de 6 ans (plafonné à 120 heures).

Les droits acquis au 31/12/2014 dans le cadre du DIF (ancien dispositif) représentent 1 692 heures ont été transférés sur les comptes personnels de formation gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation. Aucune demande au titre de ces droits acquis, n'a été formulée en 2018.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- a) **Mise en œuvre de la restructuration du Groupe Casino**

Le 28 mars 2024, Casino, Guichard-Perrachon (« Casino ») a annoncé la réalisation effective de sa restructuration financière. L'ensemble des opérations prévues par le plan de sauvegarde de Casino arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 26 février 2024 (le « Plan de Sauvegarde Accélérée ») et les plans de sauvegarde accélérée de ses filiales concernées arrêtés par le Tribunal de commerce de Paris le 26 février 2024, ont été mises en œuvre le 27 mars 2024.

- b) **Résiliation du contrat d'affacturage**

Une demande de prorogation de la ligne d'affacturage avait été faite le 13 septembre 2023 auprès de BPCE Factor afin d'obtenir le maintien du plafond d'encours financé à hauteur de 330 millions sur 2024 et notamment jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes (i) la date de réalisation de la restructuration du groupe Casino et (ii) le 31 mars 2024.

En conséquence de la réalisation effective de la restructuration du Groupe Casino, le programme de financement BPCE Factor a donc pris fin à la date du 27 mars 2024. La société n'a donc plus de financement externe.

- c) **Délai de règlement**

En conséquence de la résiliation du programme d'affacturage, les délais de règlement consentis à nos clients ont été adaptés, les délais sont répartis entre comptant réception facture et 20 jours nets.

- **d) le 30 avril 2024, annonce de cession du groupe Casino de 121 magasins au Groupement Les Mousquetaires, Auchan Retail France et Carrefour**

Le 30 avril 2024, conformément aux accords conclus le 24 janvier 2024 avec Auchan Retail France et le Groupement Les Mousquetaires, et le 8 février 2024 avec Carrefour pour la cession d'un total de 287 magasins, le groupe Casino a annoncé la vente de 121 magasins. Les cessions des 166 magasins restants interviendront en deux étapes, le 31 mai 2024 et le 1er juillet 2024.

- **e) Accord entre le Groupe Carrefour et le groupe Louis Delhaize en vue de l'acquisition des enseignes Cora et Match en France**

La finalisation de la transaction annoncée le 28 juillet 2023 est attendue à l'été 2024. Ces 2 clients représentent près de 41% de l'activité de Distridyn. En conséquence, Distridyn pourrait subir, à compter de l'été 2024, une réduction supplémentaire et significative de son activité.

Compte tenu des éléments connus de la période de 2023 et de ceux décrits dans les points a) à e) ci-dessus il y a un risque important de très forte réduction de l'activité de la société sur les prochains mois de 2024 (l'équivalent de près de 90% de l'activité 2023). Il sera nécessaire de faire évoluer le modèle économique et de sécuriser au-delà de 2024 les moyens de financement dans une vision à 12 mois. De ce fait il existe une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de Distridyn à la date d'arrêt des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, comme indiqué dans le paragraphe Généralités des Règles et méthodes comptables présenté ci-avant.

- **f) Evolution du modèle économique engagée par le management de Distridyn afin de sécuriser le financement de son activité**

- Développement de nouveaux clients

Les volumes de l'activité à fin avril 2024 sont de 397 883M3 contre 431 316 M3 au 30/04/2023 soit une variation de - 7.75%.

Le développement de nouveaux clients a été réalisé avec des conditions de règlement des ventes de produits pétroliers dans des délais moyens inférieurs à ou égaux à 10 jours, conduisant ainsi à réduire le besoin de financement du Besoin en Fonds de Roulement.

Les clients négociants, transporteurs ou stations-services indépendantes (hors stations-services des sociétés affiliées aux actionnaires) représentaient près de 5% des ventes en 2023 en forte progression par rapport à 2021, La société vise pour 2024 une nouvelle augmentation en part et en volume de ventes à ces clients. Les progressions enregistrées en juin et juillet 2023, supérieures à +50% confirment la capacité de la société à répondre à la demande de nouveaux clients. L'objectif d'une augmentation de +10% des volumes de ventes à ces clients semble atteignable et les perspectives pour 2024 permettent aussi de prévoir de nouvelles augmentations en part et en volumes pour ces clients.

Conflit en Ukraine

Les sanctions qui visent la Russie et ses alliées restent en vigueur et ont même été durcies. Dans le domaine pétrolier, le marché semble correctement approvisionné malgré la modification des flux d'approvisionnement et la poursuite de la hausse de la demande mondiale de pétrole.

Conflit au Proche et Moyen Orient

Les représailles militaires entre Israël et l'Iran et ses alliés au Liban ou au Yémen ont affecté les marchés pétroliers au printemps 2024. Plusieurs navires transitant dans le golfe arabo-persique ayant été pris pour cible, l'essentiel des flux pétroliers maritimes vers l'Europe est dorénavant dévié via l'Afrique du Sud ce qui a pour effet de fragiliser encore plus la chaîne logistique et d'augmenter les coûts d'approvisionnement.

INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	596 083		
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage Ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	182 993		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	663 344		2 718
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	846 337		2 718
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 820 150		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	30 150		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 850 299		
TOTAL GENERAL	3 292 720		2 718

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			596 083	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages Ind.				
Installations générales, agencements divers			182 993	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			666 062	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			849 055	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 857	1 818 293	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			30 150	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 857	1 848 442	
TOTAL GENERAL		1 857	3 293 581	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	596 078			596 078
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	596 078			596 078

Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage Industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	179 214	881		180 095
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	629 643	30 628		660 271
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	808 857	31 509		840 365
TOTAL GENERAL	1 404 935	31 509		1 436 444

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

Frais établis.
Fonds Cial
Autres. INC.

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	---------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour Investissement				7 047 983
Provisions pour hausse des prix	7 047 983			
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	7 047 983			7 047 983
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	140 658		140 658	
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révl.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 994 995	241 926		2 236 921
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 135 653	241 926	140 658	2 236 921
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	3 295 111	2 428 516	3 295 111	2 428 516
Dépréciations comptes clients	118 377		80 904	37 474
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	3 413 488	2 428 516	3 376 015	2 465 989
TOTAL GENERAL	12 597 124	2 670 442	3 516 673	11 750 893
Dotations et reprises d'exploitation		2 670 442	3 376 015	
Dotations et reprises financières			140 658	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			30 150
Autres immobilisations financières	30 150		
Clients douteux ou litigieux	52 428	52 428	
Autres créances clients	65 238 239	65 238 239	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 441	3 441	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	12 343 117	12 343 117	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	11 121	11 121	
Etat, autres collectivités : créances diverses	40 604	40 604	
Groupe et associés	7 150	7 150	
Débiteurs divers	38 775 747	38 775 747	
Charges constatées d'avance	479 484	479 484	
TOTAL GENERAL	116 981 480	116 951 330	30 150

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	26 273 946	26 273 946		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	200 000	200 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	119 982 834	119 982 834		
Personnel et comptes rattachés	152 456	152 456		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	227 610	227 610		
Etat : impôt sur les bénéfices	215 071	215 071		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	28 139 705	28 139 705		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	70 652 254	70 652 254		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	152 675	152 675		
Groupe et associés				
Autres dettes	985 166	985 166		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	246 981 717	246 981 717		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	479 483,55	169 940,50	309 543,05
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		479 483,55	169 940,50	309 543,05

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		1 818 293	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres Immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		337 851 050	
Autres créances		7 150	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		944 777	

Différences d'évaluation sur éléments fongibles et l'actif circulant

Déclaration au 31/12/2023

Stocks (hors valeur ajoutée)	Valeur bilan	Prix marché	Provision
STOCKS ENTREPOTS SOUS DOUANE	51 528 980	53 547 914	2 018 934
STOKS STATIONS SERVICES	18 910 877	19 320 458	409 582
STOCK CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE	8 955 000		
STOCKS CERTIFICATS D'AQUISITION BIOS	4 560 861		

TOTAL	83 955 718	72 868 372	2 428 516
--------------	-------------------	-------------------	------------------

Valeurs mobilières de placement	Valeur bilan	Prix marché	Provision
--	---------------------	--------------------	------------------

TOTAL

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	179 980			1,52
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		21 801 377	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		21 801 377	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			7 047 983
Autres variations			
Résultat de l'exercice			-1 381 571
		SOLDE	5 666 412
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			27 467 788

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	14 205 443
Résultat de l'exercice	-1 381 571
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	12 823 872

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	-1 381 571
TOTAL	-1 381 571

Exprimé en €

Date d'arrêté	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	274 378	274 378	274 378	274 378	274 378
Nombre d'actions					
- ordinaires	179 980	179 980	179 980	179 980	179 980
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 882 444 911	2 104 685 537	1 661 484 805	1 280 697 261	2 040 268 387
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-2 033 452	7 427 376	5 792 161	-80 598	2 870 241
Impôts sur les bénéfices	162 841		26 773		208 381
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	-814 722	6 770 476	4 563 517	-744 064	238 673
Résultat net	-1 381 571	656 901	1 201 871	663 466	2 423 188
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-12,2	41,27	32,03	-0,45	14,79
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-7,68	3,65	6,68	3,69	13,46
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	20	21	20	18	19
Masse salariale	1 260 365	1 212 095	1 108 375	1 030 056	1 069 523
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	757 338	733 457	689 894	613 768	641 814

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Essences (39.04%)	738 681 666		738 681 666	741 014 174	-0,31 %
Gazoles et Floul (60.96%)	1 153 286 556		1 153 286 556	1 360 795 450	-15,25 %
Blos carburants (0,01%)		-227 389	-227 389	3 743 986	-106,07 %
Certificats d'économle d'énergie				9 800 000	
Divers (0.004%)	68 774		68 774	95 798	-28,21 %
TOTAL	1 892 036 996	-227 389	1 891 809 607	2 115 449 408	-10,57 %

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-1 359 388	127 677	-1 487 065
Résultat exceptionnel à court terme	140 658	35 165	105 494
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-1 218 730	162 841	-1 381 571

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	1 761 996
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	1 761 996
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 761 996

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

ENGAGEMENTS FINANCIERS,
AUTRES INFORMATIONS

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				19 564	19 564
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				12 878	12 878
Exercice en cours				3 913	3 913
TOTAL				16 790	16 790
VALEUR NETTE				2 774	2 774
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				17 407	17 407
Exercice en cours				5 333	5 333
TOTAL				22 740	22 740
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				5 333	5 333
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL				5 333	5 333
VALEUR RESIDUELLE					

Montant pris en charge ds exerc.

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties reçues Actionnaires en faveur des Douanes	120 000 000				120 000 000	
Garantie bancaire en faveur des fournisseurs	8 000 000					8 000 000
Garantie en faveur du CPSSP	1 827 941					1 827 941
TOTAL	129 827 941				120 000 000	9 827 941

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie Cora en faveur des Douanes	60 000 000				60 000 000	
Garantie Casino Gulchard Perrachon en faveur des Douanes	60 000 000				60 000 000	
Cautions bancaires pour clients	490 000					490 000
TOTAL	120 490 000				120 000 000	490 000

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	284 937 995
Factures clients cédées à factor et non encore échues	284 937 995
TOTAL	284 937 995

Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et Indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité		289 106	
	TOTAL	289 106	

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers
Engagements de retraite
Avances et crédits alloués
Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Ces informations conduiraient à une information à caractère confidentiel

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Dirigeant		1
Cadres		10
Agents de maîtrise		10
Employés		1
	TOTAL	22

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
CASINO GUICHARD PERRACHON SIREN 554 501 171 1 Cours Antoine Guichard 42008 SAINT ETIENNE	SA	395 740 444	49,99 %
DETENUE PAR CORA SAS SIREN 786 920 306 1 Rue du Chenil, Domaine de Beaubourg, 77183 CROISSY BEAUBOURG	SAS	5 644 000	49,99 %
Et consolidée PAR LOUIS DELHAIZE SA BE 0401 641 663 13 Rue de la Ligne 1000 BRUXELLES	SA	1 443 292 000	

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
			0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS						
Société Européenne Stockage (2023) (RCS 304 575 194) 26 rue de Rouen	310 950,00 11 201 726,59	7,07 208 030,00	1 813 040,00 1 813 040,00			14 629 608,29 4 570 552,10
67000 STRASBOURG		0,00				
SAGESS (RCS 344 547 708) (2022)	240 000,00	2,17	5 216,00			291 538 000,00
20 rue Jacques Daguerre 92500 RUEIL	292 409 000,00	1 120 002,24	5 216,00			159 776 000,00
Ste du Dépôt de St Priest RCS 399087220	3 812 500,00		28,75			11 705 665,06
113 chemin du Charbonnier 69802 St PRIEST	12 935 800,81	16	28,75			4 553 138,00
FLOREAL RCS 954405928 1 Crs Antoine Guichard 42008 St Etienne	53 467 387,08	0,00	7,62			
			0,00			

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
	TOTAL

ACTIVITE

Les volumes commercialisés sont de 1 310 175 M3, soit une baisse de 10,49 %, pour un chiffre d'affaires avant ristournes de 1 891 873 081€, en baisse de 10,57 % par rapport à l'exercice précédent, dont 10,49 % due à l'effet volumes et 0,08 % due à l'évolution des prix unitaires de ventes, dont -18,75 % d'évolution du prix unitaire d'achat.

Malgré le conflit qui perdure en Ukraine et les sanctions prises à l'encontre de la Russie, l'offre au niveau du gazole a pu être remplacée et est suffisante.

Les attaques terroristes d'octobre 2023 contre Israël et l'occupation militaire de la bande de Gaza par l'armée israélienne ont ravivé les risques de guerre régionale d'ampleur et les risques de blocages des flux pétroliers en provenance du Proche-Orient et Moyen-Orient.

Le baril de Brent cotait 77.80 \$ (source Insee) en moyenne pour les cotations de décembre 2023 contre 81 \$ en décembre 2022, soit une baisse de 3.95 %, avec un plus haut en septembre 2023 à 93.50 \$ soit + 13.37 % par rapport au 31/12/2022, et un plus bas en juin 2023 à 74.80 \$ soit une variation entre ces deux extrêmes de 25 %.

La parité €/ \$ était sur le mois de décembre 2023 de 1.1050 contre 1.0666 en moyenne sur le mois de décembre 2022 soit une variation de +3.60 % avec un plus haut à 1,1.1050 pour le mois de décembre 2023 et un plus bas à 1.0594 pour le mois de septembre 2023.

Le prix d'achat moyen sous douane en euro/M3 était de 681.92 € pour l'année 2023, contre 846.50 € pour l'exercice 2022, soit une variation de -19.44 %.

Le prix moyen unitaire des taxes grevant les produits pétroliers a légèrement évolué à 623.79 € le M3 en moyenne tous produits, contre 625.44 € l'année précédente soit -0.26 % du fait de la composition des ventes, progression sensible du E85 (+5.62%) produit moins taxé.

TAXES ET OBLIGATIONS

TIRUERT (ex TIRIB, ex TGAP)

A noter le changement de dénomination de la taxe qui devient la taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports à compter du 1er janvier 2022 (article 58 de la loi N° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2022).

L'objectif principal n'est pas le paiement de la taxe mais vise à améliorer l'incorporation d'énergie renouvelable dans les transports.

Le taux de la taxe est passé de 9.20 % à 9.50 % pour la filière essences et pour la filière gazoles de 8.40 % à 8.60 %.

Si la Part d'EnR (énergie renouvelable) est inférieure au taux de la taxe, alors l'opérateur devra acquitter la TIRUERT. Le taux réel de la taxe est égal à la différence entre le taux de la TIRUERT et la Part d'EnR.

Le montant de la TIRUERT à acquitter par un redevable pour une filière est obtenu en multipliant l'assiette telle que déterminée ci-dessus par le tarif unique qui est fixé au IV de l'article 266 *quindecies* du code des douanes. Pour l'année 2023 ce tarif est de 140 €/HL contre 104 €/HL en 2022

Les objectifs d'incorporation ont été atteints en 2023 il n'y a donc pas de taxe à payer, alors que les montants de la TIRUERT due au titre de l'exercice 2022 étaient de 2 125 K€ pour la filière essences et de 10 324 K€ pour la filière gazoles.

Les certificats non utilisés ont été constatés en stock de fournitures pour un montant de 2 081 K€ pour la filière gazoles et pour un montant de 2 479 K€ pour la filière essences.

Certificats d'économie d'énergie

Le dispositif d'économie d'énergie repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie imposée par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie appelés les obligés. Ceux-ci sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès de leurs clients et des autres consommateurs d'énergie.

Au 1er janvier 2011, le dispositif de certificats d'économie d'énergie (CEE) a été étendu au secteur de la distribution de carburants.

Ce dispositif impose de financer des certificats d'économie d'énergie afin d'éviter une pénalité (non déductible fiscalement) de 0,015 € par KWhc (pour Kilowattheures « cumulés actualisés » ou « cumac ») non collecté via des CEE pour la filière classique et de 0.020 € par KWhc pour la filière précarité.

Le niveau d'obligation pour la cinquième période (2022 à 2025) initialement prévu à 2500 térawattheures cumulés actualisés (cumac) TWhc, dont au moins 730 TWhc pour des opérations d'économie d'énergie au bénéfice des ménages aux revenus les plus modestes a été rehaussé en octobre 2022 à 3 100 KWhc dont 1 130 KWhc au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Cette obligation est en hausse de 45 % par rapport à la période précédente.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, l'obligation concernant les carburants est passée de 4 380 KWH cumac à 5 040 KWH cumac, par mètre cube de carburant vendu soit une augmentation de 15.07% et celle du FOD est passée de 4 516 KWH cumac à 5 197 KWhc, soit une augmentation de 15.07 %.

Le coefficient pour la précarité est de 0.62 contre 0,412 en 2022.

Net des délégations les achats cumulés de CEE « classique », ajoutés au stock de début de période, de 2023 représentent, 8 106 074 615 KWhc pour une obligation de 10 563 264 527 KWhc, soit un retard de 2 457 189 912 KWhc représentant une couverture de 76.74 % et est constaté en factures à recevoir pour un montant HTVA de 17 045 K€.

Net de délégations, les achats cumulés de CEE « précarité » de 2023 ajoutés au stock de début de période, représentent 5 137 970 976 KWhc pour une obligation de 6 504 737 807 KWhc, soit un retard de 1 366 766 831 KWhc représentant une couverture de 78.99 %, constaté en factures à recevoir pour un montant HTVA de 10 823 K€.

Les livraisons, dans le cadre d'un séquestre, d'une partie des délégations ont été comptabilisées en stock pour un montant de 8 955 K€.

La non-exécution d'un contrat de délégation au titre de la 4^{ème} période nous a conduit à tenter une procédure à l'encontre de la société défaillante et à passer une provision pour risque pour un montant de 2 237 K€.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Généralités

Les comptes annuels sont établis suivant les prescriptions du règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général ainsi que l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société Distridyn a pour activité le négoce et la distribution de produits pétroliers, principalement pour les stations-services de sociétés affiliées à ses deux actionnaires, Casino-Guichard Perrachon (hypermarchés et supermarchés du Groupe Casino) et Cora (hypermarchés Cora et Supermarchés Match).

La fourniture de carburants aux meilleures conditions de marché est assortie de conditions commerciales et notamment de délais de règlement en fonction de ses capacités de financement et des prix des marchés internationaux. Les délais sont révisables en fonction des éléments suscités. Les délais appliqués pour l'exercice 2023 vont de 1 jour et jusqu'à 60 jours.

Ce besoin de financement est couvert principalement par un contrat d'affacturage syndiqué auprès de BPCE Factor (chef de file), Crédit agricole Leasing & factoring et La Banque Postale Leasing et factoring et de lignes de facilités bancaires.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Néanmoins, il existe une incertitude significative sur la continuité d'exploitation à la date d'arrêt des comptes, compte tenu des événements décrits dans la note "Événements postérieurs à la clôture" dédiée de l'annexe.

Ainsi, en conséquence de ces incertitudes, l'entité pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité.

Les règles et méthodes comptables appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à celles connues jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre.

Aucun changement de méthode n'a été opéré sur l'exercice.

Suite au règlement N° 2012-04 de l'ANC adopté le 4 octobre 2012 relatif à la comptabilisation des certificats d'économies d'énergie, ces certificats, dorénavant, répondent à la définition comptable des actifs conformément au règlement ANC 2014-03.

Les stocks de CEE dans le cadre de séquestre afin de sécuriser les délégations sont de 8 955 K€.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles correspondent à des logiciels ou à des développements spécifiques.

Elles sont amortissables selon leur durée d'utilisation soit, entre 3 et 5 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les durées d'amortissement des actifs n'ont pas été modifiées et correspondent à la durée d'utilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue et selon le mode linéaire.

- Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :
- installations générales, agencements et aménagements : 5 % à 10 %
 - Matériel de transport : 20 % à 33,33 %
 - Matériel de bureau et informatique : 20 % à 33,33 %
 - Mobilier : 10 %

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Les titres détenus dans la Société S.E.S sont inscrits pour une valeur de 1 813 K€. La quote-part du capital détenu s'élève à 7.07 %. Les dividendes perçus sur la période sont de 208 K€

Ces titres ont fait l'objet d'un engagement de conservation pendant deux ans afin de bénéficier du régime des Sociétés "Mère, Fille".

Les titres détenus dans la SAGESS sont inscrits pour une valeur de 5 K€ et représentent 2.17 % du capital. Le nombre de titres est ajusté tous les ans en fonction de la quote-part de mise à la consommation.

Les dividendes perçus sont de 1 120 K€.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale. Les mouvements sont enregistrés selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les plus-values latentes ne sont pas constatées en comptabilité.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti » par épuisement des lots.

La valeur brute du stock initial et du stock final de marchandises comprend le prix d'achat des carburants acquis, augmenté des frais de transport par pipeline, et d'une quote-part de biocarburants.

Concernant les stocks des stations-service, le prix de valorisation correspond au prix à la sortie du dépôt, auquel sont ajoutés les frais logistiques ainsi que la valeur de la TICPE (taxe intérieure de consommation de produits énergétiques) qui a été acquittée lors de la mise à la consommation.

La valeur de l'ensemble de ces stocks a été comparée à la valeur du marché pendant la durée d'écoulement de ces stocks, et a donné lieu à une provision pour dépréciation de 2 429 K€.

CREANCES

Les créances clients sont comptabilisées pour le montant initial de la facture. Les ristournes éventuelles, figurent en autres dettes.

Une reprise de provision pour créances clients a été constatée au cours de l'exercice pour un montant de 81 K€.

Le solde au 31/12/2023, de ces provisions, est de 37 K€.

Une créance irrécouvrable a été passée en charge pour un montant de 66 K€.

Une partie des créances clients a été mobilisée pour un montant de 284 938 K€.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Le montant de la provision pour hausse de prix inscrite au bilan est d'un montant de 7 048 K€.

Aucune dotation ou reprise n'ont été constatées sur l'exercice.

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Compte tenu du litige pour non-exécution d'un contrat de délégation dans le cadre de l'obligation de certificats d'économie d'énergie, une provision a été constituée pour un montant de 2 237 K€.

ACHATS DE MARCHANDISES

La ligne Achats de marchandises au 31/12/2023 (1 799 494 K€) comprend :

Les achats de carburants, les achats de bio-carburants Ethanol, ETBE (Ethyl Tertio Butyl Ether), EMAG (Esther méthylique d'acides gras) ainsi que les certificats d'acquisition et ou de teneur en biocarburants pour un montant global de 931 158 K€.

Les certificats d'économie d'énergie pour un montant de 69 811 K€ contre 63 845 K€ en 2022.

Comme les exercices précédents, la TICPE, (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), pour un montant de 798 519 K€, les redevances douanières pour un montant de 6 K€.

Les coûts de transports sur ventes figurent désormais, comme l'exercice précédent sur la ligne autres achats et charges externes, ils représentent un montant de 14 123 K€.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

		Deloitte	PWC
Comptes semestriels et annuels		40 K€	39 K€
Total		40 K€	39 K€

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les indemnités de fin de carrière (289 K€) ont été calculées selon les critères suivants :

- méthode actuarielle : prospective
- taux de turn over : 7% de 20 à 29 ans, 4% de 30 à 39 ans, 1% de 40 à 49 ans puis 2 %
- évolution des salaires : 2.9 %
- taux d'actualisation IBOXX Corporate AA 10 ans et + : 3.80 % constant

ENGAGEMENTS AU PROFIT DES DOUANES

Les cautions au bénéfice des Douanes, apportées à parité par chacun de nos actionnaires au titre de l'activité 2023 sont d'un montant global de 120 millions d'euros. Les montant des cautions émises au titre de 2024 ont été revus à la baisse afin de tenir compte de la baisse d'activité.

IDENTITE DES SOCIETES CONSOLIDANTES :

Notre société est détenue à 49.99% par CORA (Siret 786 920 306 00986) et est intégrée dans leurs comptes par mise en équivalence et à 49.99% par CASINO Guichard Perrachon (Siret 554 501 171 32465) et intégrée dans leurs comptes par mise en équivalence.

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

La loi N° 2004-39 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L6323-I et suivants du code du Travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée, un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures par an, cumulable sur une période de 6 ans (plafonné à 120 heures).

Les droits acquis au 31/12/2014 dans le cadre du DIF (ancien dispositif) représentent 1 692 heures ont été transférés sur les comptes personnels de formation gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation. Aucune demande au titre de ces droits acquis, n'a été formulée en 2018.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- **a) Mise en œuvre de la restructuration du Groupe Casino**

Le 28 mars 2024, Casino, Guichard-Perrachon (« Casino ») a annoncé la réalisation effective de sa restructuration financière. L'ensemble des opérations prévues par le plan de sauvegarde de Casino arrêté par le Tribunal de commerce de Paris le 26 février 2024 (le « Plan de Sauvegarde Accélérée ») et les plans de sauvegarde accélérée de ses filiales concernées arrêtés par le Tribunal de commerce de Paris le 26 février 2024, ont été mises en œuvre le 27 mars 2024.

- **b) Résiliation du contrat d'affacturage**

Une demande de prorogation de la ligne d'affacturage avait été faite le 13 septembre 2023 auprès de BPCE Factor afin d'obtenir le maintien du plafond d'encours financé à hauteur de 330 millions sur 2024 et notamment jusqu'à la plus proche des deux dates suivantes (i) la date de réalisation de la restructuration du groupe Casino et (ii) le 31 mars 2024.

En conséquence de la réalisation effective de la restructuration du Groupe Casino, le programme de financement BPCE Factor a donc pris fin à la date du 27 mars 2024. La société n'a donc plus de financement externe.

- **c) Délai de règlement**

En conséquence de la résiliation du programme d'affacturage, les délais de règlement consentis à nos clients ont été adaptés, les délais sont répartis entre comptant réception facture et 20 jours nets.

- **d) le 30 avril 2024, annonce de cession du groupe Casino de 121 magasins au Groupement Les Mousquetaires, Auchan Retail France et Carrefour**

Le 30 avril 2024, conformément aux accords conclus le 24 janvier 2024 avec Auchan Retail France et le Groupement Les Mousquetaires, et le 8 février 2024 avec Carrefour pour la cession d'un total de 287 magasins, le groupe Casino a annoncé la vente de 121 magasins. Les cessions des 166 magasins restants interviendront en deux étapes, le 31 mai 2024 et le 1er juillet 2024.

- **e) Accord entre le Groupe Carrefour et le groupe Louis Delhaize en vue de l'acquisition des enseignes Cora et Match en France**

La finalisation de la transaction annoncée le 28 juillet 2023 est attendue à l'été 2024. Ces 2 clients représentent près de 41% de l'activité de Distridyn. En conséquence, Distridyn pourrait subir, à compter de l'été 2024, une réduction supplémentaire et significative de son activité.

Compte tenu des éléments connus de la période de 2023 et de ceux décrits dans les points a) à e) ci-dessus il y a un risque important de très forte réduction de l'activité de la société sur les prochains mois de 2024 (l'équivalent de près de 90% de l'activité 2023). Il sera nécessaire de faire évoluer le modèle économique et de sécuriser au-delà de 2024 les moyens de financement dans une vision à 12 mois. De ce fait il existe une incertitude significative sur la continuité d'exploitation de Distridyn à la date d'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, comme indiqué dans le paragraphe Généralités des Règles et méthodes comptables présenté ci-avant.

- **f) Evolution du modèle économique engagée par le management de Distridyn afin de sécuriser le financement de son activité**

- **Développement de nouveaux clients**

Les volumes de l'activité à fin avril 2024 sont de 397 883M3 contre 431 316 M3 au 30/04/2023 soit une variation de - 7.75%.

Le développement de nouveaux clients a été réalisé avec des conditions de règlement des ventes de produits pétroliers dans des délais moyens inférieurs à ou égaux à 10 jours, conduisant ainsi à réduire le besoin de financement du Besoin en Fonds de Roulement.

Les clients négociants, transporteurs ou stations-services indépendantes (hors stations-services des sociétés affiliées aux actionnaires) représentaient près de 5% des ventes en 2023 en forte progression par rapport à 2021, La société vise pour 2024 une nouvelle augmentation en part et en volume de ventes à ces clients. Les progressions enregistrées en juin et juillet 2023, supérieures à +50% confirment la capacité de la société à répondre à la demande de nouveaux clients. L'objectif d'une augmentation de +10% des volumes de ventes à ces clients semble atteignable et les perspectives pour 2024 permettent aussi de prévoir de nouvelles augmentations en part et en volumes pour ces clients.

Conflit en Ukraine

Les sanctions qui visent la Russie et ses alliées restent en vigueur et ont même été durcies. Dans le domaine pétrolier, le marché semble correctement approvisionné malgré la modification des flux d'approvisionnement et la poursuite de la hausse de la demande mondiale de pétrole.

Conflit au Proche et Moyen Orient

Les représailles militaires entre Israël et l'Iran et ses alliés au Liban ou au Yémen ont affecté les marchés pétroliers au printemps 2024. Plusieurs navires transitant dans le golfe arabo-persique ayant été pris pour cible, l'essentiel des flux pétroliers maritimes vers l'Europe est dorénavant dévié via l'Afrique du Sud ce qui a pour effet de fragiliser encore plus la chaîne logistique et d'augmenter les coûts d'approvisionnement.

INFORMATIONS BILAN ET RESULTAT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	596 083		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.	182 993		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	663 344		2 718
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	846 337		2 718
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 820 150		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	30 150		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 850 299		
TOTAL GENERAL	3 292 720		2 718

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			596 083	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers			182 993	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			666 062	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			849 055	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 857	1 818 293	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			30 150	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 857	1 848 442	
TOTAL GENERAL		1 857	3 293 581	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	596 078			596 078
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	596 078			596 078
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers	179 214	881		180 095
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	629 643	30 628		660 271
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	808 857	31 509		840 365
TOTAL GENERAL	1 404 935	31 509		1 436 444

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix	7 047 983			7 047 983
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	7 047 983			7 047 983
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	140 658		140 658	
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 994 995	241 926		2 236 921
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 135 653	241 926	140 658	2 236 921
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	3 295 111	2 428 516	3 295 111	2 428 516
Dépréciations comptes clients	118 377		80 904	37 474
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	3 413 488	2 428 516	3 376 015	2 465 989
TOTAL GENERAL	12 597 124	2 670 442	3 516 673	11 750 893
Dotations et reprises d'exploitation		2 670 442	3 376 015	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles			140 658	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			30 150
Autres immobilisations financières	30 150		
Clients douteux ou litigieux	52 428	52 428	
Autres créances clients	65 238 239	65 238 239	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3 441	3 441	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	12 343 117	12 343 117	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	11 121	11 121	
Etat, autres collectivités : créances diverses	40 604	40 604	
Groupe et associés	7 150	7 150	
Débiteurs divers	38 775 747	38 775 747	
Charges constatées d'avance	479 484	479 484	
TOTAL GENERAL	116 981 480	116 951 330	30 150

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
 Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
 Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	26 273 946	26 273 946		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	200 000	200 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	119 982 834	119 982 834		
Personnel et comptes rattachés	152 456	152 456		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	227 610	227 610		
Etat : impôt sur les bénéfices	215 071	215 071		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	28 139 705	28 139 705		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	70 652 254	70 652 254		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	152 675	152 675		
Groupe et associés				
Autres dettes	985 166	985 166		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	246 981 717	246 981 717		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
 Emprunts remboursés en cours d'exercice
 Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

**Charges et produits constatés
d'avance**

Compte	Libellé	31/12/2023	31/12/2022	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	479 483,55	169 940,50	309 543,05
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		479 483,55	169 940,50	309 543,05

Rubriques	Entreprises liées	Participations	Dettes, créances en effets comm.
ACTIF IMMOBILISE			
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		1 818 293	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		337 851 050	
Autres créances		7 150	
Capital souscrit appelé, non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		944 777	

**Differences d'évaluation sur
éléments fongibles et l'actif
circulant**

Stocks (hors valeur ajoutée)	Valeur bilan	Prix marché	Provision
STOCKS ENTREPOTS SOUS DOUANE	51 528 980	53 547 914	2 018 934
STOKS STATIONS SERVICES	18 910 877	19 320 458	409 582
STOCK CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE	8 955 000		
STOCKS CERTIFICATS D'AQUISITION BIOS	4 560 861		
TOTAL	83 955 718	72 868 372	2 428 516

Valeurs mobilières de placement	Valeur bilan	Prix marché	Provision
TOTAL			

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	179 980			1,52
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		21 801 377	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		21 801 377	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			
Variations des provisions réglementées			7 047 983
Autres variations			
Résultat de l'exercice			-1 381 571
	SOLDE		5 666 412
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			27 467 788

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	14 205 443
Résultat de l'exercice	-1 381 571
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	12 823 872

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	-1 381 571
TOTAL	-1 381 571

Exprimé en €

Date d'arrêté	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	274 378	274 378	274 378	274 378	274 378
Nombre d'actions					
- ordinaires	179 980	179 980	179 980	179 980	179 980
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 882 444 911	2 104 685 537	1 661 484 805	1 280 697 261	2 040 268 387
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	-2 033 452	7 427 376	5 792 161	-80 598	2 870 241
Impôts sur les bénéfices	162 841		26 773		208 381
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	-814 722	6 770 476	4 563 517	-744 064	238 673
Résultat net	-1 381 571	656 901	1 201 871	663 466	2 423 188
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-12,2	41,27	32,03	-0,45	14,79
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	-7,68	3,65	6,68	3,69	13,46
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	20	21	20	18	19
Masse salariale	1 260 365	1 212 095	1 108 375	1 030 056	1 069 523
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	757 338	733 457	689 894	613 768	641 814

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
Essences (39.04%)	738 681 666		738 681 666	741 014 174	-0,31 %
Gazoles et Fioul (60.96%)	1 153 286 556		1 153 286 556	1 360 795 450	-15,25 %
Bios carburants (0,01%)		-227 389	-227 389	3 743 986	-106,07 %
Certificats d'économie d'énergie				9 800 000	
Divers (0.004%)	68 774		68 774	95 798	-28,21 %
TOTAL	1 892 036 996	-227 389	1 891 809 607	2 115 449 408	-10,57 %

Répartition de l'impôt sur les
bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-1 359 388	127 677	-1 487 065
Résultat exceptionnel à court terme	140 658	35 165	105 494
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-1 218 730	162 841	-1 381 571

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	1 761 996
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	1 761 996
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 761 996
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

ENGAGEMENTS FINANCIERS, AUTRES INFORMATIONS

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				19 564	19 564
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				12 878	12 878
Exercice en cours				3 913	3 913
TOTAL				16 790	16 790
VALEUR NETTE				2 774	2 774
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				17 407	17 407
Exercice en cours				5 333	5 333
TOTAL				22 740	22 740
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				5 333	5 333
A plus d'un an et moins de 5 ans					
A plus de cinq ans					
TOTAL				5 333	5 333
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garanties reçues Actionnaires en faveur des Douanes	120 000 000				120 000 000	
Garantie bancaire en faveur des fournisseurs	8 000 000					8 000 000
Garantie en faveur du CPSSP	1 827 941					1 827 941
TOTAL	129 827 941				120 000 000	9 827 941

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Garantie Cora en faveur des Douanes	60 000 000				60 000 000	
Garantie Casino Guichard Perrachon en faveur des Douanes	60 000 000				60 000 000	
Cautions bancaires pour clients	490 000					490 000
TOTAL	120 490 000				120 000 000	490 000

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

**Engagements en matière de
retraites, pensions et indemnités
assimilées**

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité		289 106	
	TOTAL	289 106	

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers Engagements de retraite Avances et crédits alloués Rémunérations allouées				

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Ces informations conduiraient à une information à caractère confidentiel

Remboursements opérés pendant l'exercice :

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
CASINO GUICHARD PERRACHON SIREN 554 501 171 1 Cours Antoine Guichard 42008 SAINT ETIENNE	SA	395 740 444	49,99 %
DETENUE PAR CORA SAS SIREN 786 920 306 1 Rue du Chenil, Domaine de Beaubourg, 77183 CROISSY BEAUBOURG	SAS	5 644 000	49,99 %
Et consolidée PAR LOUIS DELHAIZE SA BE 0401 641 663 13 Rue de la Ligne 1000 BRUXELLES	SA	1 443 292 000	

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
Société Européenne Stockage (2022) (RCS 304 575 194) 26 rue de Rouen	310 950,00 11 201 726,59	7,07 208 030,00	1 813 040,00 1 813 040,00		14 629 608,29 4 570 552,10
67000 STRASBOURG		0,00			
SAGESS (RCS 344 547 708) (2022)	240 000,00	2,17	5 216,00		291 538 000,00
20 rue Jacques Daguerre 92500 RUEIL Ste du Dépôt de St Priest RCS 399087220	292 409 000,00 3 812 500,00	1 120 002,24	5 216,00 28,75		159 776 000,00 11 705 665,06
113 chemin du Charbonnier 69802 St PRIEST	12 935 800,81	16	28,75		4 553 138,00
FLOREAL RCS 954405928 1 Crs Antoine Guichard 42008 St Etienne	53 467 387,08	0,00	7,62		
		0,00			

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
	TOTAL